

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il est bien établi que dans une négociation le porte-parole d'un côté veut exprimer la position de son côté. M. Murphy parle pour le côté américain et il est bien naturel qu'il veuille indiquer certaines demandes de son côté. Le fait qu'il peut les indiquer n'est pas une indication que le côté canadien va les accepter.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**LES FONDS FÉDÉRAUX**

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Hier, à la conférence des premiers ministres, bon nombre de chefs provinciaux ont demandé à leur homologue fédéral des fonds fédéraux supplémentaires pour l'expansion économique régionale. Le premier ministre a répondu qu'il tenait à assurer l'équité, mais qu'il ne restait malheureusement pas d'argent. N'est-il pas hypocrite de parler d'équité lorsque le gouvernement refuse d'accorder de l'argent pour l'expansion régionale alors que, pendant ce temps, il peut trouver 100 millions pour couvrir la hausse du coût des médicaments au bénéfice des multinationales pharmaceutiques?

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, cette politique donne aux Canadiens l'occasion de participer à la recherche sur les médicaments et la biotechnologie qui revêt une importance vitale pour la santé et l'avenir de notre pays. Nous l'avons fait de façon à ce que les consommateurs bénéficient de prix équitables. Cela représente environ 3 000 emplois directs et peut-être même plus. Si le député considère le problème uniquement dans le contexte de l'expansion économique, il s'agit là d'une politique d'expansion exceptionnellement efficace. Pour ce qui est de la santé des Canadiens et de l'avenir de notre pays s'il néglige ce domaine hautement technologique, toute personne sensée pourra difficilement critiquer notre action.

M. Axworthy: Je me charge de vous détromper.

M. Broadbent: C'est le pays tout entier qui critique le gouvernement à ce sujet.

LA SOMME QUE RECEVRA LA NOUVELLE-ÉCOSSE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Le ministre pourrait-il expliquer à un métallurgiste en chômage du Cap-Breton pourquoi le premier ministre de sa province a dû demander 25 millions de plus pour faire face à la hausse du coût des médicaments alors qu'en même temps on refuse de lui accorder des subventions pour l'expansion économique régionale, ce qui pourrait peut-être lui fournir un emploi?

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, je suppose que ce métallurgiste en chômage, le député et tous ses collègues trouvent primordial que l'on essaie de trouver un remède au cancer. Ils

souhaitent également que l'on trouve de meilleurs médicaments pour toutes sortes de maladies. C'est là une question importante qui nous intéresse tous au plus haut point. Le métallurgiste en question ne voudrait certainement pas que notre pays dise: «Nous nous retirons de la course. Nous allons laisser le reste du monde s'occuper de la recherche. Nous allons nous contenter de payer les médicaments provenant des autres pays qui font de la recherche grâce à nos matières premières». Je suis sûr que ce métallurgiste ne serait pas d'accord.

● (1125)

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question suivante s'adresse au vice-premier ministre qui est principalement chargé de la répartition budgétaire et de l'établissement des priorités.

[Français]

Ma question est la suivante. Est-il équitable pour un gouvernement de réduire le budget des programmes de développement régional et, en même temps, d'augmenter les prix des médicaments ainsi que les coûts pour les mêmes provinces qui ont besoin d'aide pour le développement régional?

[Traduction]

M. Thacker: Pourquoi détestez-vous autant les jeunes?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le ministre de la Consommation et des Corporations a parfaitement démontré qu'il s'agit là d'un excellent programme d'expansion économique, non seulement en ce qui concerne l'emploi et le développement du secteur de la recherche scientifique et médicale, mais également parce qu'il fournira au Canada la possibilité de faire sa juste part en encourageant la recherche de remèdes pour un grand nombre de maladies encore incurables. Le Canada a, jusqu'ici, fait brillante figure dans ce domaine. Nous tenons certainement à créer le climat voulu pour que cette tradition se poursuive.

LE PRIX DES MÉDICAMENTS

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, le député de Lethbridge—Foothills nous demande pour quelle raison nous détestons les jeunes. Nous ne les détestons pas. Mais nous avons l'intention de combattre également pour les sidérurgistes sans emploi.

Pourquoi le ministre de la Consommation et des Corporations insiste-t-il pour dire que le prix des médicaments ne va pas augmenter, alors que la *Canadian Drug Manufacturers Association* qualifie ce projet de loi de pilule annuelle de 650 millions de dollars, que plusieurs premiers ministres ont signalé hier à la conférence des premiers ministres que les prix des médicaments allaient augmenter dans leur province et que l'Association canadienne des consommateurs a dit clairement qu'il allait y avoir d'un bout à l'autre augmentation des prix des médicaments? Comment le ministre peut-il persister à dire aux Canadiens que c'est blanc quand c'est noir?